
POINT 9.6 DE L'ORDRE DU JOUR :**Requête de l'UE d'être plus impliquée dans les réunions bisannuelles du PROE****Objet du document**

1. Transmettre l'évaluation du groupe de travail à composition non limitée mis en place par le Conseil exécutif du PROE aux membres afin d'examiner la requête de l'UE et de communiquer ses recommandations à la 29^e Conférence du PROE.

Contexte

2. Le 28 août 2018, l'UE a demandé par email au Directeur général que le PROE examine la possibilité d'accroître l'implication de l'UE aux Conférences bisannuelles du PROE. (se référer à l'Annexe 1) Cette demande avait été prise en compte par le Conseil exécutif du PROE lors de sa première réunion en septembre 2018.
3. Le Conseil exécutif du PROE a adopté les recommandations suivantes :
 - **reconnaît** la demande de l'Union européenne (UE) « *de l'occasion formelle de se mobiliser auprès des Membres et d'intervenir au cours des discussions sur des sujets associés à la coopération avec l'UE que représentent les réunions bisannuelles du PROE* » ;
 - **considère** que cette question doit être examinée par l'ensemble des Membres du PROE ;
 - **constate** une plus grande implication des partenaires non traditionnels ;
 - **Reconnaît** que des demandes similaires pourraient être formulées dans le futur ; et
 - **recommande** la convocation d'un groupe de travail des Amis de la Présidence et d'un groupe de travail ouvert avec une première adhésion de l'Australie, des îles Cook et de la France en vue de discuter ce point et recommande à la 29^e Réunion du PROE de :
 - a) vérifier si les réglementations existantes suffisent ;
 - b) vérifier s'il y a un modèle de statut officiel permettant la participation des non-Membres.
4. Le groupe de travail, dont des représentants du Samoa, s'est réuni trois fois afin d'étudier les recommandations du Conseil exécutif. Le groupe a consulté le bureau océanien de l'UE pour la préparation de ce rapport.
5. Le groupe de travail :
 - précise que le règlement intérieur de la Conférence du PROE existant est suffisant pour satisfaire à la demande de l'UE ;
 - conseille qu'en réponse à la recommandation du Conseil exécutif, le mécanisme ci-après mentionné réponde à la demande de l'UE dans le cadre du règlement intérieur de la Conférence du PROE ;
 - considère que le mécanisme proposé pourrait s'appliquer de la même manière à tout autre observateur qui souhaiterait s'impliquer davantage dans les Conférences bisannuelles du PROE.

Mécanisme proposé

6. Tous les observateurs, y compris l'UE, recevront l'ordre du jour provisoire et les documents associés à la Conférence du PROE 6 semaines avant la rencontre et le PROE propose le mécanisme suivant pour guider la présidence dans le cadre du règlement intérieur de la Conférence du PROE, point 6.3 (consulter l'annexe 2) :

7. L'observateur est invité à prévenir la présidence au moins 3 semaines avant la conférence des points de l'ordre du jour provisoire sur lesquels il aimerait particulièrement collaborer ;
8. La présidence en consultation avec le Secrétariat exerce un pouvoir discrétionnaire quant à déterminer si des questions doivent être traitées directement par le Secrétariat avant la réunion ou le cas échéant hors session ;
9. La présidence en consultation avec le Secrétariat exerce un pouvoir discrétionnaire quant à déterminer si l'ordre du jour est en mesure d'inclure cette discussion et si tel est le cas, quelles modifications à l'ordre du jour provisoire pourraient être nécessaires pour intégrer le temps dédié à cette demande.
10. La présidence informe l'Observateur avant le début de la réunion des règles sur le temps de parole.

Orientation pour la présidence

11. En exerçant son pouvoir discrétionnaire la présidence doit, en consultation avec le Secrétariat, tenir compte de la priorité pour les Membres d'utiliser le temps limité disponible à leurs échanges et discussions sur des sujets importants pour leur organisation conjointement détenue et ses programmes ; et :
 - i. demander à l'observateur de hiérarchiser les sujets ;
 - ii. examiner s'il n'y a pas d'autre moyen, en dehors de la session, de permettre à l'observateur de s'engager auprès des Membres, de mieux répondre aux préoccupations de l'observateur et faire gagner du temps sur l'ordre du jour de la conférence pour la discussion et la prise de décision des membres.
12. Après examen du CRGA de juin concernant la demande de l'UE pour un statut spécial de l'observateur à la CPS, le Secrétariat a demandé à la délégation de l'UE dans le Pacifique si la demande de l'UE au PROE avait changé en conséquence. Nous avons été informé que cela dépendrait de la décision de Bruxelles sur la question. Le 25 juillet, le PROE a reçu une lettre de l'UE en réponse au courrier du 1^{er} mai 2019 du directeur général, précisant que l'UE retirerait sa demande au PROE en attendant un dénouement positif quant au statut permanent de l'UE auprès de la CPS.

Recommandations :

13. Le groupe de travail recommande que la conférence :
 1. **prenne acte** que le règlement intérieur existant de la Conférence du PROE est suffisant pour satisfaire à la demande de l'UE ;
 2. **valide** le mécanisme proposé en tant que réponse appropriée à la demande de l'UE ;
 3. **accepte** que le mécanisme proposé serve de modèle pour d'autres observateurs souhaitant un degré similaire d'implication dans les conférences bisannuelles du PROE ; et
 4. **prenne note** de la lettre du 25 juillet de l'UE informant le directeur général du PROE que l'UE souhaiterait retirer sa demande pour une plus grande implication dans les conférences bisannuelles du PROE en attendant un dénouement positif quant au statut permanent de l'UE auprès de la CPS.